

Les subsides

sion Carter. Voilà comment il faut s'y prendre pour se donner un régime fiscal équitable.

Cependant, lorsque le rapport de la Commission Carter a été présenté, en 1967, M. Bud Olson, maintenant sénateur et ministre de la Couronne, s'est levé pour déclarer que les députés libéraux rejetaient les recommandations du rapport Carter après des années d'étude. M. Olson a déclaré que ses collègues du parti libéral et lui-même rejetaient entièrement cette réforme fiscale. C'était en 1967.

Depuis, nous avons eu, sauf pendant une brève période, un gouvernement libéral. Il n'a jamais consulté la population. Le 12 novembre, le gouvernement présentait un document qui, à l'en croire, rendrait le régime fiscal équitable. Il n'a jamais dit que le régime fiscal n'était pas équitable ou qui s'en était plaint. Il a simplement décidé de le modifier entièrement.

Il prétend assurer l'équité en s'attaquant à 13 millions de titulaires de polices d'assurance, qui essaient de protéger leur famille, en les imposant. Les Canadiens s'assurent pour protéger leur famille et non pas pour échapper au fisc. Sept millions de Canadiens souscrivent à des régimes d'assurance-santé et d'assurance dentaire et le gouvernement dit qu'il va les imposer et les faire payer. Peu lui importe ce que deviendront les dents de leurs enfants ou s'ils obtiendront de bons soins médicaux. Tout ce qu'il veut c'est de l'argent.

Le gouvernement a raison sur un point. Les citoyens canadiens représentent la seule ressource du pays. Ils sont les seuls qui auront à payer des impôts. Le pétrole restera dans le sol, le charbon dans les mines et le blé dans les champs à moins que les Canadiens ne les transforment en richesse. Le gouvernement cherche à imposer cette richesse. Il essaye d'imposer le travail des Canadiens, mais ils ont fini par comprendre et ne se laisseront pas faire.

Nous avons vu le ministre des Finances à l'œuvre, et chacun sait désormais qu'il ne connaît rien au régime fiscal. Nous savons tous qu'il ne sait pas gérer les dépenses du gouvernement. Le ministre des Finances essayait de compenser des années de prodigalité. Il va maintenant supprimer les \$1,000 de déduction accordés aux pensionnés. Il se désintéresse des sociétés et des compagnies d'assurance—elles peuvent se débrouiller—mais il va imposer les 7 millions de travailleurs du bâtiment. Il va imposer les moyens de transport des représentants de commerce. En quoi cela va-t-il aider les Canadiens.

Le gouvernement essaie de faire croire aux Canadiens qu'il va rendre le régime fiscal plus juste. Personne n'y croit, y compris ses propres députés. Voilà pourquoi nous avons présenté une résolution à la Chambre.

● (1640)

Les députés libéraux feraient mieux de faire attention à la façon dont ils vont voter parce que les Canadiens ont les yeux nerveux. Ils sauront ce que font les députés libéraux. Ils savent ce qu'ils racontent dans leur circonscription. On peut le lire dans les journaux, c'est de notoriété publique et cela figure également au harsard. Les Libéraux doivent bien comprendre que l'on a les yeux tournés vers eux. Les dés sont jetés. Il ne faut plus compter sur le ministre des Finances et le premier ministre. Les députés sont livrés à eux-mêmes. Le premier ministre ne peut venir à leur secours. Tout va bien à Mont-Royal; tout le monde est heureux là-bas. Les problèmes, ils sont à Amqui, au Québec et dans la vallée de la Matapédia où il y a du chômage et des gens qui meurent de faim.

M. Darling: A Oshawa aussi.

M. Crosby: La seule raison pour laquelle le gouvernement a pu présenter son budget, c'est parce que les députés du Nouveau parti démocratique à ma gauche ont voté contre notre parti quand nous étions au pouvoir. Nous allions présenter des mesures économiques valables. Les députés néo-démocrates ne sont pas tirés d'affaire. Ils sont tout aussi responsables. Et quelqu'un a prétendu que les néo-démocrates sont une extension du Parti libéral dans l'ouest du pays. Comme les Libéraux n'ont aucun député dans l'ouest, ils ont rallié quelques députés de ce semblant de parti socialiste pour mener à bien leur projet. Si les députés néo-démocrates avaient vraiment voulu faire tomber le gouvernement et s'ils étaient vraiment aussi outrés que nous par les mesures fiscales du budget, ils auraient pu renverser le gouvernement vendredi dernier. Ils n'en ont pas eu le courage. Ils veulent garder leur place et je ne leur en veux pas pour cela. Ils ne seront jamais dans une meilleure position qu'actuellement car cela va aller de mal en pis pour eux. Les Canadiens leur en veulent. Ils savent ce qui se passe.

Je le répète, c'est chacun pour soi du côté de la majorité. Il va falloir qu'ils aient le courage de leurs opinions. Le premier ministre ne peut venir à leur secours. Pas plus d'ailleurs que le ministre des Finances qui a assez de problèmes comme cela. Ses électeurs en ont assez de la situation des Postes; ils en ont assez des parcs et des mini-programmes de création d'emplois. Ils veulent que l'on aménage le détroit de Cansu. Ils veulent que l'on rouvre la raffinerie de pétrole. Ils ne veulent pas des miettes que leur offre le ministre. Les Canadiens en ont assez. Ils veulent que le Canada prospère et se développe, ils veulent que le gouvernement leur soumette des projets qui assureront ce développement. Ils en ont plein le dos des politiques actuelles. Ils en ont assez d'être trompés. Le masque est tombé, et nos vis-à-vis devront en subir les conséquences.

Je veux terminer sur une note positive. J'admire ces députés libéraux qui, s'étant concertés, ont conclu: «Voici ce qu'il faut faire monsieur le premier ministre; voici ce que vous devez faire pour relever la situation; il faut des programmes de création d'emplois». Les jeunes sont sans travail. Nous devons leur trouver des emplois. Nous devons protéger les chômeurs. Il faut leur offrir du travail afin qu'ils puissent répondre aux besoins de leur famille. Si le gouvernement refuse d'agir, des troubles sociaux nous attendent. Tout le monde le dit. Un psychologue de ma circonscription a rédigé un article où il souligne, à l'aide de graphiques, les conséquences redoutables du chômage et explique comment le manque de sécurité provoque généralement toutes sortes de désordres sociaux. Nous ne pouvons fermer les yeux. Il faut agir, et tout de suite, non pas la semaine prochaine ou au prochain budget. Il faut agir maintenant et nos vis-à-vis le savent pertinemment.

Des voix: Bravo!

M. Crosby: Monsieur l'Orateur, encore un mot. Il arrive souvent que nous demandons quel est notre rôle en tant que représentants du peuple au Parlement. Un parlementaire célèbre, Edmund Burke, se considérait comme un député du peuple. Une fois élu au Parlement, il décida ce qu'il allait faire. Bristol l'avait élu en 1774. A ce moment-là, le peuple était illettré. Il ne connaissait rien aux affaires de l'État. Ce n'est pas le cas aujourd'hui au Canada. Nous n'avons pas besoin d'Edmund Burke. Nous n'avons pas besoin de quelqu'un pour nous dicter notre conduite. Les députés doivent